



CENTRE HOSPITALIER
CHALON SUR SAONE
William Morey



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC D'ASSISTANCE TECHNIQUE A MAITRISE D'OUVRAGE

**Assistance technique à maîtrise d'ouvrage (ATMO) pour le projet de
construction du nouvel hôpital de Sevrey (EPSM 71)**

**Date et heure limites de réception des offres :
Vendredi 12 septembre 2025 à 12h00**

GHT Saône et Loire - Bresse - Morvan
4, Rue Capitaine Drillien
71100 CHALON-SUR-SAONE

SOMMAIRE

I - Pouvoir adjudicateur.....	3
1.1 - Type de pouvoir adjudicateur	3
1.2 - Activité principale	3
1.3 - Coordonnées du pouvoir adjudicateur	3
1.4 - Groupement de commandes.....	3
2 - Objet et étendue de la consultation.....	3
2.1 - Objet.....	3
2.2 - Mode de passation	3
2.3 - Type et forme de contrat.....	3
2.4 - Décomposition de la consultation.....	3
2.5 - Nomenclature.....	4
2.6 - Réalisation de prestations similaires.....	4
3 - Conditions de la consultation.....	4
3.1 - Délai de validité des offres	4
3.2 - Forme juridique du groupement	4
3.3 - Variantes	4
3.4 - Prestations Supplémentaires Eventuelles	4
3.5 - Phases.....	4
4 - Conditions relatives au contrat.....	5
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	5
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	5
4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
5 - Contenu du dossier de consultation	5
6 - Présentation des candidatures et des offres	6
6.1 Documents à remettre dans le cadre de présentation de la candidature et de l'offre	6
6.2 - Visites sur site.....	8
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	8
7.1 - Transmission électronique	8
7.2 - Transmission sous support papier	9
8 - Examen des candidatures et des offres	9
8.1 - Sélection des candidatures	9
8.2 - Attribution des marchés.....	10
8.3 - Suite à donner à la consultation	11
9 - Renseignements complémentaires	12
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	12
9.2 - Procédures de recours	12

I - Pouvoir adjudicateur

I.1 - Type de pouvoir adjudicateur

Le Centre Hospitalier de Chalon-sur-Saône - William Morey est un établissement public de santé. Il est l'établissement coordonnateur du groupement hospitalier de territoire Saône-et-Loire - Bresse - Morvan.

I.2 - Activité principale

L'activité principale du Centre Hospitalier de Chalon-sur-Saône - William Morey est la santé.

I.3 - Coordonnées du pouvoir adjudicateur

Nom officiel	Centre Hospitalier Chalon-sur-Saône - William Morey
Adresse postale	4, Rue capitaine Drillien CS 80120
Ville	CHALON-SUR-SAÔNE
code postal	71321
Pays	FRANCE
Point de contact	Cellule marchés Direction des Achats, de la Logistique et des Services Economiques
Téléphone	03.85.91.03.77
Courrier électronique	cellule.marches@ch-chalon71.fr
Adresse générale du pouvoir adjudicateur (URL)	www.ch-chalon71.fr
Adresse du profil d'acheteur (URL)	www.marches-publics.gouv.fr

I.4 - Groupement de commandes

Le Centre Hospitalier Chalon sur Saône - William Morey agit pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs. L'adhérent du groupement hospitalier de territoire Saône et Loire - Bresse - Morvan participant à cette consultation est le Etablissement Public de Santé Mentale de Saône-et-Loire (71).

2 - Objet et étendue de la consultation

2.1 - Objet

La présente consultation concerne une mission d'assistance technique à maîtrise d'ouvrage pour la construction du nouvel hôpital de Sevrey.

La description précise des prestations à réaliser figure au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Lieu d'exécution :

Etablissement Public de Santé Mentale de Saône-et-Loire (71)
55, Rue Auguste Champion
71331 CHALON-SUR-SAONE CEDEX

2.2 - Mode de passation

La consultation est ouverte en application des dispositions des articles L. 2124 et R. 2124 du Code de la commande publique (appel d'offres ouvert).

2.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

2.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

2.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

code principal	Description
71312000-8	Services de conseil en ingénierie de la construction

2.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

3 - Conditions de la consultation

3.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

3.2 - Forme juridique du groupement

Les soumissionnaires sont autorisés à se porter candidat sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

Quelle que soit la forme du groupement, l'un des candidats membres de ce groupement, devra être désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Le mandataire représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur et du maître d'ouvrage, et coordonne les prestations des membres du groupement.

En cas de forme conjointe du groupement d'opérateurs économiques, le pouvoir adjudicateur exige, conformément à l'article R. 2142-24 du Code de la commande publique, que le mandataire soit solidaire, pour un bon suivi du marché et une stabilité du groupement.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

La composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des offres et la date de signature du marché dans les conditions prévues par l'article R. 2142-26 du Code de la commande publique.

La participation au marché à conclure est exclusive, pour l'ensemble des acteurs économiques ou intervenants à titre personnel, de toute autre mission de conseil, conception ou réalisation sur l'opération objet du présent marché.

3.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

3.4 - Prestations Supplémentaires Eventuelles

Aucune PSE n'est prévue pour le présent marché.

3.5 - Phases

L'opération « Nouvel Hôpital de Sevrey » sur laquelle porte l'assistance technique à maîtrise d'ouvrage est décomposée en phases présentées dans les annexes du Cahier des Charges Techniques Particulières.

Le présent marché, afin notamment de s'adapter au phasage opérationnel du projet, est divisé en parties techniques au sens de l'article 22 du CCAG-PI. Lesdites parties techniques, listées ci-après, sont elles-mêmes décomposées en sous-parties techniques qui s'entendent également au sens de l'article 22 du CCAG-PI :

- Partie technique 1 : Prise de connaissance de l'opération, audit des OS et avenants travaux déjà passés
- Partie technique 2 : Contrôle de l'avancement et suivi de la qualité des travaux
- Partie technique 3 : Pilotage des CT et CSPS
- Partie technique 4 : Assistance pendant la garantie de parfait achèvement et les deux premières années d'entretien-maintenance
- Partie technique 5 dite transversale.

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes. L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du CCAP qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- L'Acte d'Engagement (AE)
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- La Décomposition du Prix et du Temps Prévisionnel (DPTP)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe :
 - Annexe 1 : Clause RGPD
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes
 - Annexe 1 : Note de contexte de l'opération en cours
 - Annexe 2 : Phasage de l'opération
 - Annexe 3 : Sevrey Rapport socio-économique
 - Annexe 4 : Synthèse A070-01 T Plan directeur immobilier I5I217
 - Annexe 5 : marché global sectoriel conclu avec le groupement DEMATHIEU BARD BATIMENT SUD EST (mandataire) – AAGROUP – SEXTANT ARCHITECTURE – ATELIER ANNE GARDONI – ARTELIA – PURE INGENIERIE – GENIE ACOUSTIQUE – INGEOS – DB MAINTENANCE – STEPIEN Yann (acte d'engagement, CCAP)
- Le Règlement de la Consultation (RC)
- Le DC1
- Le DC2
- Le DUME pouvant être utilisé en remplacement des formulaires DC1 et DC2
- Le certificat de visite

Le dossier de consultation est remis gratuitement à chaque candidat qui en formule la demande, par téléchargement auprès du profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Afin de pouvoir lire les documents électroniques mis à disposition par le pouvoir adjudicateur, les candidats doivent disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants : pdf / .xls / .doc / .ppt / .zip / .jpeg / .dwg / .html.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

6.1 - Documents à remettre dans le cadre de présentation de la candidature et de l'offre

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "*Dites-le nous une fois*". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Libellés	Signature
Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise	
La lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 modèle avril 2019 joint au présent DCE) complétée par le candidat ou l'ensemble des membres du groupement en cas de cotraitance	Non
Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat ou l'ensemble des membres du groupement en cas de cotraitance	Non
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du Code de la commande publique	Oui
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non
Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise	
La déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (DC2 modèle avril 2019 joint au présent DCE) complétée par le candidat ou l'ensemble des membres du groupement en cas de cotraitance	Non
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise	
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat Les éléments de preuve relatifs à des prestations exécutées il y a plus de trois ans seront pris en compte	Non
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat Noms et qualifications professionnelles pertinentes des personnes physiques qui seront chargées de l'exécution du marché	Non

Certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. Le pouvoir adjudicateur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres de l'Union Européenne.	Non
Documents en lien avec le détachement des salariés étrangers	
Conformément à l'article D. 8222-5 du Code du travail, le titulaire du marché devra fournir, tous les 6 mois jusqu'à la fin d'exécution du marché, une attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF ainsi que la liste nominative des salariés étrangers employés par la société et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail.	Non
Conformément à la loi du 10 juillet 2014 visant à lutter contre la concurrence sociale déloyale, les employeurs établis à l'étranger (titulaire ou sous-traitants), qui détachent des salariés en France, doivent fournir au pouvoir adjudicateur, avant le début d'exécution des prestations et avant le début de chaque détachement, une copie de la déclaration de détachement conformément aux dispositions des articles R. 1263-3-I, R. 1263-4-I et R. 1263-6-I du Code du travail ainsi qu'une copie du document désignant leur représentant en France mentionné à l'article R. 1263-2-2 du Code du travail	Non

Pour présenter leur candidature, **les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat)** disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le **Document Unique de Marché Européen (DUME)**. Ces documents sont également fournis dans le présent DCE.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

En cas de groupement et, ou de présentation de sous-traitant(s) et/ou d'opérateur(s) lié(s), l'appréciation des capacités professionnelles et techniques et de la capacité économique et financière se fait globalement.

A ce titre, il n'est pas exigé que chaque candidat ait la totalité en son sein des compétences techniques et professionnelles requises pour l'exécution du marché.

La preuve des capacités attendues pour l'exécution du marché est apportée par tout moyen approprié.

Conformément à l'article L. 2141-12 du Code de la commande publique, lorsque le titulaire, en cours d'exécution du marché, est placé dans l'une des situations ayant pour effet de l'exclure des marchés publics, le marché sera résilié aux torts dudit titulaire à compter du jour de la réception par ce dernier de la notification de la résiliation.

Conformément aux articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du Code de la commande publique, il est précisé que les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Pièces de l'offre

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes Le candidat doit obligatoirement utiliser l'acte d'engagement joint au dossier de consultation	Oui
Les documents financiers (annexes I à l'acte d'engagement) Le candidat doit obligatoirement présenter son offre sur les documents joints au dossier de consultation	Non
- Le bordereau des prix unitaires - La décomposition du prix global et forfaitaire - La décomposition du prix et du temps prévisionnel	
Un mémoire technique comprenant les chapitres suivants : <i>Chapitre I - Réponse au critère « qualité de la méthodologie » : note de 30 pages maximum</i> précisant : a) La compréhension qu'a le soumissionnaire des enjeux de l'opération b) La méthodologie proposée précisant notamment le détail des prestations réalisées et des livrables proposés, selon la décomposition des missions précisée au CCTP c) La méthodologie mise en œuvre pour intégration d'une démarche durable dans les contrats à conclure	Non

<p><i>Chapitre 2 – Réponse au critère « pertinence de l'affectation et de la répartition des rôles » : note de 15 pages maximum hors CV, précisant :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> a) L'équipe proposée – précisant le nom des personnes physiques affectées à l'exécution du marché – avec les compétences et expériences des intervenants en regard de l'objet de la mission, selon le ou les organigrammes prévus au fil de l'exécution de la mission b) La répartition des tâches par personne et compétence c) La disponibilité des principaux intervenants de la mission, et les dispositions prises en cas de départ d'une de ces personnes dans le cours de l'exécution du marché d) Les CV des membres de l'équipe, apportant les renseignements suivants : expérience générale, expérience sur le poste, diplômes et formations éventuels, références sur des prestations similaires, modalités de mise à jour de ses connaissances. 	
Le calendrier prévisionnel d'exécution des prestations jusqu'à réception de l'ouvrage	Non
Un relevé d'identité bancaire (RIB)	Non

Cette offre peut être complétée par tout autre document permettant de faciliter la compréhension de la proposition du candidat.

Le pouvoir adjudicateur peut demander au candidat des précisions, des compléments ou des justifications sur son offre.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.2 - Visites sur site

La visite sur site est conseillée.

Afin d'organiser cette visite, les candidats pourront contacter Monsieur Julien SENAILLET, Directeur des fonctions techniques.

Téléphone : 03.85.92.82.52

Mail : julien.senaillet@epsm71.fr

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination au plus tard le **vendredi 12 septembre 2025 à 12h00**.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention suivante :

Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

Les copies de sauvegarde doivent être remises contre récépissé à l'adresse suivante :

Nom officiel : Centre Hospitalier Chalon sur Saône - William Morey
Point de contact : Justine BADET - Cellule des Marchés
Direction des Achats, de la Logistique et des Services Economiques
Adresse postale : 4, Rue capitaine Drillien - CS 80120
Ville CHALON-SUR-SAÔNE
code postal 71321
Pays FRANCE

Ou, si elles sont envoyées par la poste, doivent l'être par pli recommandé avec avis de réception postal, à l'adresse ci-dessous :

Nom officiel : Centre Hospitalier Chalon sur Saône - William Morey
Point de contact : Justine BADET - Cellule des Marchés
Direction des Achats, de la Logistique et des Services Economiques
Adresse postale : 4, Rue Capitaine Drillien - CS 80120
Ville CHALON-SUR-SAÔNE
code postal 71321
Pays FRANCE

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

L'organisation et le nommage des fichiers attendus par le pouvoir adjudicateur est le suivant : .pdf / .xls / .doc / .ppt / .zip / .jpeg / .dwg / .html.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 8 jours.

Sont éliminées les candidatures qui :

- Ne sont pas recevables en application des articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du Code de la commande publique

- Ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées aux articles R. 2142-2, R. 2142-3, R. 2143-3, R. 2143-4 et R. 2143-16 du Code de la commande publique
- Ne présentent pas des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes

Les capacités professionnelles, techniques et financières sont appréciées sur la base des documents demandés à l'appui de la candidature.

Conformément à l'article L. 2142-1 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut imposer aux candidats des conditions de participation à la procédure de passation propres à garantir qu'ils disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ou des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché dès lors que ces conditions sont liées et proportionnées à l'objet du marché ou à ses conditions d'exécution.

Aptitude à exercer une activité professionnelle : Sans objet

Capacité économique et financière : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles. Un chiffre d'affaires annuel minimum de 800 000 € HT est exigé.

Capacités techniques et professionnelles :

Le candidat complète le fichier excel « tableau des capacités » (compléter tous les onglets)

Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, l'acheteur indique que les éléments de preuve relatifs à des services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

Niveau minimum de capacité exigé :

Le candidat présentera au minimum 3 références en matière d'assistance technique à maîtrise d'ouvrage pour un bâtiment de 3 000 m² minimum.

Pour les autres compétences exigées, le candidat présentera les références spécifiques à chaque compétence :

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- L'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché public ;

Les compétences souhaitées sont :

- Compétence en assistance technique à maîtrise d'ouvrage. L'ATMO étant amené à donner un avis de conformité au programme sur tous les documents d'exécution produits par le titulaire du marché global sectoriel, il devra comporter en son sein a minima les compétences suivantes :
 - CVC
 - Courants faibles, courants forts
 - Plomberie
 - GTC

8.2- Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L. 2152-1 à L. 2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Sont éliminées les offres qui :

- Sont inappropriées ou inacceptables
- Sont irrégulières (si décision de non régularisation)
- Restent irrégulières après éventuelle demande de régularisation
- Sont anormalement basses

L'offre économiquement la plus avantageuse est, conformément aux articles R. 2152-6 et suivants et L. 2152-1 à L. 2152-8 du Code de la commande publique, choisie en fonction des critères suivants par ordre décroissant d'importance:

Critères	Pondération
1-Prix de la prestation	40.0
2-Valeur technique	60.0
2-1 <i>Qualité de la méthodologie proposée par le candidat</i>	20.0
2-2 <i>Moyens humains affectés à l'opération</i>	20.0
2-3 <i>Pertinence de l'affectation et de la répartition des rôles de chacun des intervenants pour réaliser les parties techniques 1, 2, 3 et 5</i>	10.0
2.4 <i>Pertinence de la proposition pour gérer la partie technique 4</i>	10.0

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La pondération de chaque sous-critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère Prix des prestations est la suivante :

Note de l'offre = (Montant de l'offre moins-disante / Montant de l'offre à noter) * Base de notation

Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues)

Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer

Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander aux candidats de rectifier leur bordereau des prix unitaires dans le cas où il constaterait des erreurs de multiplication, d'addition ou de report. Dans cette hypothèse, le jugement des offres se fera sur la base du bordereau des prix unitaires rectifié.

Suspicion d'offre anormalement basse

Pour la détection et l'examen des offres dont le prix semble anormalement bas, il sera procédé selon les modalités suivantes, conformément à l'article L. 2152-6 et R. 2152-3 à R. 2152-5 du Code de la commande publique :

Examen et traitement des offres détectées anormalement basses

Les offres susceptibles d'être anormalement basses feront l'objet d'un examen particulier dans les conditions suivantes :

La personne responsable du marché demandera par écrit des précisions sur la composition de ces offres aux candidats concernés. Ceux-ci devront, dans le délai de 2 jours, à compter de l'envoi de la demande, fournir par écrit les justifications qu'ils jugent suffisantes.

Conformément aux articles R. 2152-3 à R. 2152-5 du Code de la commande publique, le candidat pourra apporter des justifications concernant par exemple le mode de fabrication des produits, le procédé de construction, les solutions techniques adoptées ou les conditions exceptionnellement favorables dont dispose le soumissionnaire pour fournir les produits, l'originalité de l'offre, la réglementation applicable en matière environnementale, sociale et du travail en vigueur sur le lieu d'exécution des prestations, l'obtention éventuelle d'une aide d'État, etc.

L'acheteur, après avoir examiné ces justifications, retient les offres dûment justifiées et rejettent par décision motivée, conformément aux articles R. 2152-3 à R. 2152-5 du Code de la commande publique, celles qui ne justifient pas de manière satisfaisante le bas niveau du prix ou des coûts proposés.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.3 - Suite à donner à la consultation

8.3.1 - Attribution du marché

Le candidat retenu doit fournir en application de l'article R. 2143-6 du Code de la commande publique :

Consultation 25S0047 – ATMO projet Nouvel Hôpital de Sevrey – EPSM 71

Page 11 sur 13

- Les pièces mentionnées aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales. Afin de répondre à cette obligation, le candidat établi dans un Etat autre que la France produit un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, ce document peut être remplacé par une déclaration solennelle faite par le candidat devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays. Dans ce cas, les documents fournis doivent être rédigés en langue française ou bien accompagnés d'une traduction en langue française certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté
- Une copie de l'assurance responsabilité civile, en cours de validité, garantissant les risques professionnels définis au CCAP

Pour fournir ces documents, l'attributaire dispose d'un délai de 8 jours calendaires à compter de la demande de production de l'ensemble de ces pièces, faute de quoi son offre est rejetée et sa candidature éliminée, conformément aux articles R. 2144-2 et s. du Code de la commande publique.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Dijon
22, Rue d'Assas
BP 61616
21000 DIJON
Tél : 03 80 73 91 00
Télécopie : 03 80 73 39 89
Courriel : greffe.ta-dijon@juradm.fr
Adresse internet (U.R.L) : <http://dijon.tribunal-administratif.fr>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat
- Référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 à L. 551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Dijon
22, Rue d'Assas
BP 61616
21000 DIJON
Tél : 03 80 73 91 00
Courriel : greffe.ta-dijon@juradm.fr
Adresse internet (U.R.L) : <http://dijon.tribunal-administratif.fr>

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics de Lyon

Adresse postale :

Consultation 25S0047 – ATMO projet Nouvel Hôpital de Sevrey – EPSM 71

Direction Régionale des Finances Publiques Auvergne-Rhône-Alpes et département du Rhône
Secrétariat du CCIRA de Lyon
Kahina BENTAHAR
3, Rue de la Charité
69 268 LYON CEDEX 02
ccira.lyon.cijap@dgfip.finances.gouv.fr